



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3088

Texte de la question

SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Guillaume Bachelay, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Guillaume Bachelay. Monsieur le Premier ministre, cette semaine, l'Europe a rendez-vous avec elle-même car, chacun le mesure, les défis posés à la Grèce sont aussi des défis pour l'Europe.

Hier se sont réunis l'Eurogroupe et les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro. D'ici à demain, sont attendues les propositions concrètes et complètes du gouvernement grec ; le Premier ministre grec s'est exprimé ce matin au Parlement européen. Dimanche, les vingt-huit chefs d'État et de gouvernement se réuniront à nouveau.

Ce calendrier doit permettre à la Grèce de rester dans la zone euro. C'est le souhait des citoyens grecs qui, par leur vote de dimanche dernier, ont dit oui à l'Europe et à la monnaie unique, mais non à la poursuite de l'austérité et aux efforts sans perspectives. Une sortie aggraverait la souffrance du peuple grec alors qu'un habitant sur trois vit sous le seuil de pauvreté. Pour la zone euro et, plus largement, pour l'Europe, cette option serait un fait inédit, et aurait des conséquences géopolitiques, car nous parlons d'un pays européen situé à proximité d'un bassin que traversent tant de crises.

Voilà pourquoi il faut défendre l'intérêt général européen. Et l'intérêt général européen, mes chers collègues, celui du peuple grec et de tous les peuples de l'Union, c'est une Grèce dans l'euro. Voilà pourquoi il faut œuvrer à un compromis, à un accord. C'est l'engagement constant, cohérent, déterminé de la France et nous saluons avec force l'action du Président de la République et de votre gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.)*

Pour bâtir un accord durable, il faut la solidarité et la responsabilité non seulement de l'Europe, pour soutenir la croissance du pays et traiter la question de sa dette, mais aussi des autorités grecques, qui doivent réformer en profondeur l'État et le système fiscal, et rendre l'économie compétitive.

Oui, l'Europe doit être à la hauteur du moment et de l'histoire. Monsieur le Premier ministre, dans le débat qui suivra, vous préciserez à la représentation nationale la position du Gouvernement sur les négociations en cours et les enjeux européens. Pouvez-vous nous en indiquer les grands axes ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Monsieur le député Guillaume Bachelay, vous

avez placé votre question au niveau qu'il convient. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Vous avez rappelé que l'enjeu était de savoir non pas quels commentaires nous faisons au jour le jour, ou semaine après semaine, mais quel commentaire il sera fait sur le rôle des uns et des autres, le positionnement des uns et des autres lorsque la situation sera analysée dans cinq ou dix ans.

Je préfère largement la position que vous avez exprimée, monsieur le député, à savoir la nécessité que la Grèce reste dans l'euro, car c'est l'intérêt de la Grèce, de l'Europe et de la France, à celle de ceux qui déclaraient voilà quelques jours que la Grèce devait être accompagnée en dehors de l'euro.

M. Claude Goasguen. Si elle est accompagnée, c'est bien !

M. Michel Sapin, ministre. Notre responsabilité est de nous interroger sur ce que nous pouvons faire pour que la Grèce reste dans la zone euro.

M. Benoît Hamon. Très bien !

M. Michel Sapin, ministre. C'est ce que nous voulons, mais c'est aussi ce que veut le gouvernement grec. Monsieur le député, vous avez fait allusion au référendum qui a été organisé, librement – c'est la démocratie –, par le gouvernement grec. Quel enseignement va-t-il en tirer ? Je pense et j'espère qu'il en tirera la force d'une majorité et de partis démocratiques qui se sont rassemblés dès hier et avant-hier sur une même plateforme pour faire en sorte que des propositions soient avancées à l'ensemble de l'Europe afin de permettre à la Grèce de rester dans l'euro. Telle est sa responsabilité.

Le gouvernement grec, grâce aux résultats du référendum, est peut-être plus fort pour faire accepter plus facilement les compromis qui permettront d'avancer pour la Grèce en Europe.

M. Claude Goasguen. Ben voyons !

M. Michel Sapin, ministre. Voilà ce que je souhaite, voilà ce que je sens. J'en veux pour preuve la lettre qui vient d'être envoyée par le gouvernement grec demandant qu'un nouveau plan soit mis en œuvre, que la Grèce dispose d'un nouveau moyen pour faire face à ses responsabilités, lesquelles consistent aussi avant tout à faire des réformes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Bachelay](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3088

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2015](#)